ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1047

présenté par

M. Potier, M. Christophle et Mme Rossi

ARTICLE 6

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 7, insérer l'alinéa suivant :

« c) du médecin traitant de la personne, qui se prononce sur le bon accès de la personne à l'ensemble de l'offre de soins dont elle a besoin sur son territoire ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il convient de s'assurer que l'aide à mourir ne soit pas prodiguée faute d'une prise en charge suffisante. Alors qu'une majeure partie du territoire est considérée comme un désert médical, il apparaît crucial de garantir que ce nouveau droit ne vienne pas se substituer au droit à la santé et une prise en charge satisfaisante. Le médecin traitant est le plus à même d'apporter un avis sur la qualité générale de prise en charge d'une personne.